

Le Conseil,

Vu le rapport du 4 décembre 1997, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Les tarifs appliqués au sablage et au déneigement des voies privées, à l'occupation du domaine public et à celui du domaine fluvial concédé, sont fixés annuellement. Par délibération séparée, vous sont soumises les conditions d'accès aux déchèteries et aux centres d'enfouissement technique.

Les tarifs qui vous sont proposés à partir du 1er janvier 1998 sont ceux énoncés ci-après.

A - Tarif des interventions de sablage et de déneigement des voies privées (tarif d'intervention institué par la délibération en date du 16 septembre 1985) -

Fixé pour l'année 1997 à 0,102 F HT par mètre carré d'intervention, le tarif serait porté à 0,107 F HT à partir du 1er janvier 1998. La hausse, par rapport à 1997, serait de 4,9 % correspondant au prix de revient de l'intervention au mètre carré (fourniture de sel, épandage, amortissement de la saleuse, coût horaire du déneigement). A titre indicatif, ces facturations amènent un produit annuel de l'ordre de 200 000 F.

B - Redevances d'occupation du domaine public -

Les tarifs des redevances d'occupation du domaine public sont fixés par délibération du conseil de communauté et réévalués chaque année. Une augmentation de 2,5 % pourrait être appliquée à compter du 1er janvier 1998 sur les tarifs de 1997. Ces redevances d'occupation du domaine public s'entendent nettes de taxes, elles amènent globalement un produit annuel de l'ordre de 2,6 MF.

Les tarifs applicables, à partir du 1er janvier 1998, seraient ceux figurant dans le barème suivant :

- tarifs -

Numéro de droit	Désignation des ouvrages et des occupations	Montant (en F)
1	redevances uniques de droit fixe communautaire (DEC) droit fixe pour la délivrance d'un arrêté d'alignement, de nivellement, d'une permission de voirie -	85,10
2	K 01 - travaux sur la voirie - ouverture de tranchées - redevance de principe -	102,96
3	K 02 - entrée charretière - le mètre carré -	24,16
4	K 03 - ponceau sur rigole - le mètre carré -	187,01
5	K 04 - redevances périodiques pour des mâts sur la voie publique - l'unité par jour -	12,61
6	K 05 - emprises diverses - le mètre carré par jour -	24,16
7	K 07 - redevance pour ancrage de palissade - le mètre linéaire - période inférieure ou égale à un an -	289,97

- redevances annuelles -

Numéro de droit	Désignation des ouvrages et des occupations	Redevance unitaire pour taxation unique (en F)	Redevance annuelle pour occupation de longue durée (en F)
	Occupation à caractère immobilier		
8	code 90 - fondations débordantes - le mètre carré -	220,63	111,37
9	pilastres, bornes, seuils, colonnes, autres éléments en saillie		
	code 091 - jusqu'à 0,30 mètre de saillie - le mètre -	47,28	19,96
	code 092 - plus de 0,30 mètre de saillie - le mètre -	94,56	33,62
10	code 190 - jours de cave ou de sous-sol, saillies inférieures à 0,05 mètre de sous-bassement - le mètre -	111,37	74,59
11	code 195 - tirants d'ancrage - l'unité -	1 297,52	657,69
12	code 210 - puits pour fondation, redevance de principe -	104,01	104,01
	Occupation des voies		
13	ponts ou passerelles avec emprise au sol - code 010 - jusqu'à 50 mètres carrés - le mètre carré -	359,31	359,31
	code 011 - plus de 50 mètres carrés - le mètre carré -	181,76	148,14
14	distributeurs de carburants de type borne -		
	code 84-1 - débit simple - l'unité -	1 628,47	1 628,47
	code 84-2 - débit multiple - l'unité -	2 441,65	2 441,65
	code 82-9 - poste inutilisé - l'unité -	202,77	202,77
15	bascules automatiques -		
	code 860 - à tickets - l'unité -	878,32	878,32
	code 861 - à aiguilles - l'unité -	626,17	626,17
16	code 040 - voies ferrées - le mètre -	73,54	57,78
17	code 041 - leviers d'aiguillage (appareils divers de manoeuvre et de sécurité) - le mètre -	283,67	219,58
	Occupation du sous-sol des voies		
18	code 042 - voies ferrées, pour occupation sans titre - le mètre -	73,54	57,78

19	code 020 - galeries pour câbles, conduites ou installations fixes, réservoirs, puits autres que pour fondations, etc. - le mètre carré -	109,27	73,54
20	code 021 - galeries de passage, salles de machines ou de dépôt, chambres d'accès - le mètre carré -	365,62	291,02
21	code 022 - regards, tabourets, chambres de visite ou orifices divers, etc. - le mètre carré -	328,85	253,20
22	canalisations de moins de 0,05 de câble, etc. - le mètre -		
	code 030 - moins de 1 000 mètres - le mètre -	13,66	9,46
	code 13-0 - plus de 1 000 mètres - par mètre ou fraction -	13,66	9,46
23	canalisations pour eaux potables, industrielles, pluviales ou ménagères, effluents de fosses d'aisance - code 031 - moins de 1 000 mètres - le mètre -	25,22	11,56
	code 13-1 - plus de 1 000 mètres - par 10 mètres ou fraction - autres canalisations	25,22	11,56
24	code 032 - moins de 1 000 mètres - le mètre -	50,43	47,28
	code 13-2 - plus de 1 000 mètres - par 10 mètres ou fraction -	50,43	47,28
25	pipe-lines d'intérêt général		
	code 03-0 - diamètre extérieur inférieur à 250 mm -	14,71	10,51
	code 03-4 - diamètre extérieur entre 251 et 500 mm -	15,76	11,56
	code 03-5 - diamètre extérieur entre 501 et 750 mm -	19,96	15,76
	code 03-6 - diamètre extérieur entre 751 et 1 000 mm -	22,06	16,81
	code 03-7 diamètre supérieur à 1 000 mm -	23,11	16,81
26	redevance minimum d'occupation -		43,13

- tolérances consenties -

Numéro de droit	Désignation des ouvrages et des occupations	Redevance (en F)
TC 1	redevance minimum pour affirmer les droits de la communauté urbaine de Lyon -	85,10
TC 2	terrain public pour aisance, jardin, passage, etc., clos ou non - le mètre carré -	47,28
TC 3	construction sur le domaine public d'un rez-de-chaussée - le mètre carré -	611,46
TC 4	sous-sol ou étage en sus - le mètre carré -	611,46
TC 5	édicules ou abris légers pour public - le mètre carré -	108,21
TC 6	constructions au-dessus du domaine public - le mètre carré -	611,46

C - Redevances d'occupation du domaine public fluvial concédé par l'Etat -

Par un arrêté du 8 juillet 1987, monsieur le préfet du Rhône a accordé, à la communauté urbaine de Lyon, une concession d'aménagement, de mise en valeur et d'utilisation des berges du Rhône et de la Saône et, par un arrêté du 10 décembre 1993, l'extension de cette concession.

Ce traité de concession autorise la communauté urbaine de Lyon à délivrer des autorisations d'occupation du domaine fluvial assimilables à des permissions d'occupation privative du domaine public.

Ces occupations privatives entraînent, en l'espèce, la mise en recouvrement de redevances nettes de taxes qui amènent globalement une facturation annuelle de l'ordre de 350 000 F. Leurs modalités sont définies comme suit :

- une redevance R 1, calculée d'après la surface d'eau occupée privativement,
- une redevance R 2, en contrepartie de l'utilisation des équipements réalisés par la collectivité publique et apportant un service aux occupants de l'eau,
- une redevance R 3, appliquée uniquement aux bateaux exerçant une activité lucrative sur les berges,
- par ailleurs, l'arrêté précité fixe un taux de base pour une redevance annuelle pour les occupations des terre-pleins de la concession.

Je vous demande d'appliquer une augmentation moyenne de 2,5 % aux tarifs de ces redevances par rapport aux tarifs de l'année 1997 fixés par une délibération du conseil de communauté en date du 19 décembre 1996.

Les tarifs applicables aux occupations privatives de la concession communautaire, pour l'année 1998, seraient donc les suivants :

a) - occupation de l'eau :

Type de redevance	Par jour	Par an
R 1	0,10 F le mètre carré	34,38 F le mètre carré
R 2	30 % de R 1	30 % de R 1
R 3	0,5 % du chiffre d'affaires annuel	

b) - occupation des terre-pleins :

Taux de base mètre carré par jour	Redevance annuelle
0,29 F	97,75 F

c) - droit fixe lié à la délivrance de toute permission d'occupation dans la concession : 139,62 F (pour l'ouverture d'un dossier) ;

d) - redevance minimum pour notifier les droits de la communauté urbaine de Lyon : 349,11 F (concerne les utilisateurs occasionnels) ;

e) - dispositions communes :

Le redevable est le bénéficiaire de la permission privative de la concession. Les redevances sont exigibles dès la délivrance de la permission et payables à la caisse de madame le trésorier principal de la communauté urbaine de Lyon.

En cas d'occupation sans titre, les redevances sont mises d'office en recouvrement après constatation de l'occupation par les autorités investies du pouvoir de police.

Par une délibération en date du 28 octobre 1991, le conseil de communauté avait autorisé la rénovation des terrasses existantes au bord de la Saône sur le quai Raoul Carrié pour maintenir l'animation dans ce site.

Il convient de réviser également les redevances applicables pour l'utilisation en terrasse du domaine public fluvial.

Les terrasses sont des installations permises aux restaurateurs, aux glaciers, aux exploitants de salon de thé et aux débitants de boissons pour disposer des tables et des chaises devant leur établissement.

Les redevances annuelles des terrasses, réévaluées de 2,5 % par rapport à 1997, sont fixées aux montants suivants :

- pour les terrasses hautes :

- * jusqu'à 40 mètres carrés : 424,45 F le mètre carré,
- * au-delà de 40 mètres carrés : 611,46 F le mètre carré ;

- pour les terrasses basses :

- * jusqu'à 40 mètres carrés : 254,25 F le mètre carré,
- * au-delà de 40 mètres carrés : 366,67 F le mètre carré.

B - Propose d'approuver les nouveaux tarifs et redevances qui leur sont proposés et de décider l'application de ces tarifs et redevances à compter du 1er janvier 1998 ;

Vu le présent dossier ;

Vu les arrêtés de monsieur le préfet du Rhône en date des 8 juillet 1987 et 10 décembre 1993 ;

Vu sa délibération en date du 19 décembre 1996 ;

Vu la délibération du précédent conseil en date du 28 octobre 1991 ;

Oùï l'avis de sa commission finances et programmation ;

DELIBERE

1° - Approuve les nouveaux tarifs et redevances qui leur sont proposés.

2° - Décide l'application de ces tarifs et redevances à compter du 1er janvier 1998.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,